

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 20 juin 2024

DATE DE PUBLICATION : 28 juin 2024

*L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept juin , à 20 h 30, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY - M. BARAY – Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW — Mme CAYOUX - M. JOLIVET – Mme HENRY- M. OREN – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. TAVARES – Mme TORRES - M. TOUANE – M. FAURE - Mme PERIERS - M. GUEDJ - Mme DURAND - M. BALABAN -

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- Mme PHESOR à Mme HEUGUES
- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme BAYRAM à M. BARAY
- Mme LAMA à M. BALABAN
- Mme LOISEAU à Mme SOW
- Mme PRIEUX à M. JOLIVET

**ABSENTS :**

- M. CHRISTODOULOU

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme TORRES

**OBJET :**  
**Réaménagement du Bourg de Chalette sur Loing**  
**Reconversion de la friche urbaine sise 1bis à 7 avenue Jean Jaurès**

**OBJET :**  
**Réaménagement du Bourg de Chalette sur Loing**  
**Reconversion de la friche urbaine sise 1bis à 7 avenue Jean Jaurès**

**Directeur de secteur :** Imen TOUATI

**Service :** Financement de projets

**Affaire suivie par :** Sébastien JAKUBOWSKI

**M. Le Maire :** La Ville s'est engagée depuis plusieurs années dans un processus de réaménagement du bourg de la Ville, initié depuis l'ouverture du groupe scolaire Camille Claudel en septembre 2013 et poursuivi par la réalisation d'une étude réalisée en 2015 par le cabinet NEMO.

Ainsi, la démolition de l'école élémentaire Vivier et du pôle communication en 2018 a permis de créer un ensemble résidentiel mixte alliant logements collectifs et cellules commerciales, rue Gambetta, première concrétisation opérationnelle de l'étude de 2015.

Aujourd'hui, la commune souhaite poursuivre la requalification du bourg avec la mise en sécurité du site intégrant la démolition des anciennes écoles maternelles et élémentaires, Boutet et Hurot, situées sur l'axe structurant de l'avenue Jean Jaurès, en y intégrant les habitations acquises en 2007 et 2010 et l'ancienne bibliothèque municipale pour une superficie totale d'environ 6 700 m².

A cet effet, un marché de déconstruction de l'ensemble des bâtiments a été lancé avec une fin des travaux prévue en mars 2025.

Ce dernier prévoit une renaturation du site dans l'attente de trouver le partenaire immobilier susceptible d'y développer une offre de logements mixtes intégrant également un projet d'équipement public.

Le coût prévisionnel au stade de l'Avant Projet Définitif s'élève à 649.132,00 € H.T. avec le plan de financement prévisionnel suivant :

	Montants	Pourcentages
<b>DEPENSES :</b>		
<b>Diagnostics</b>	18.212,00 euros H.T.	
<b>SPS</b>	4.000,00 euros H.T.	
<b>Maitrise d'œuvre</b>	16.920,00 euros H.T.	
<b>Travaux de déconstruction</b>	610.000,00 euros H.T.	
	<b>Total : 649.132,00 euros H.T.</b>	
<b>RECETTES :</b>		
<b>Vente terrain</b>	330.000,00 euros H.T.	50,84 %
<b>Fonds verts</b>	255.302,00 euros H.T.	39,33 %
<b>Autofinancement</b>	63.830,00 euros H.T.	9,83 %
	<b>Total : 649.132,00 euros H.T.</b>	<b>Total : 100 %</b>

**LE CONSEIL MUNICIPAL,****ENTENDU** les explications du rapporteur,**Après en avoir délibéré,****APPROUVE** la reconversion de la friche urbaine sise 1bis à 7 avenue Jean Jaurès,**AUTORISE** M le Maire à répondre à l'appel à projet du fonds vert pour la prise en charge d'une partie du déficit d'opération

Nombre de membres en exercice	<b>33</b>	
Nombre de membres présents ou représentés	<b>32</b>	
Votes pour	<b>32</b>	
Votes contre	<b>0</b>	
Abstentions	<b>0</b>	

*Le Maire, soussigné,**\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL**et le compte-rendu de la présente délibération ont**été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12**du CGCT,**\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte à compter du**\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de la date de sa publication.***Pour extrait certifié, conforme,****Le Maire,****Franck DEMAUMONT**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20240702-DEL\_2024\_0606-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/07/2024